## Exemple : Déclaration annuelle d’indépendance d’un associé

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Associé |  | Date |  |

Je confirme respecter les règles relatives à l’indépendance liées aux missions révisorales et contenues dans la loi du 7 décembre 2016 et celles liées au mandat de commissaire dans le Code des sociétés/Code des sociétés et des associations, [et le cas échéant aux règles relatives à l’indépendance reprises dans l’arrête royal du 10 janvier 1994, jusqu’à son abrogation], ainsi que les règles internes d’indépendance du cabinet.

Je confirme devoir prendre connaissance de la base de données dans laquelle sont enregistrés tous les clients et missions, avant d’accepter une mission, afin de ne pas contrevenir aux règles d'indépendance.

Je confirme envoyer un formulaire d’indépendance à tous les autres associés, avant d’accepter une mission, et leur demander s’ils n’ont pas d’objection à ce que j’accepte la mission.

Je m’engage à ne pas participer à l’exercice d’une mission révisorale dans une société où j’exerce, ou ai exercé, une quelconque fonction susceptible de compromettre mon indépendance.

Je confirme ne pas accepter de missions dont le but est de prester des services interdits pour une entité dans laquelle le cabinet effectue un contrôle légal des comptes.

Je m’engage à ne pas accepter de missions pour lesquelles je percevrais des honoraires qui contreviendraient à la règle du*one-to-one*et à la règle des 70% pour les EIP.

Je confirme ne pas accepter de missions contre des honoraires subordonnés (cf. art. 20 de la loi du 7 décembre 2016) auprès de clients pour lesquels le cabinet ou le réseau exerce des missions révisorales.

Je confirme que je n’ai effectué aucun service interdit tel que repris dans l’art. 133/1 C. soc./ art. 3:63 CSA.

Dès que je prends connaissance d’une demande de formulaire d’indépendance émanant d’un réviseur d’entreprises qui serait sur le point d’accepter une mission révisorale dans une entité où moi-même ou les personnes qui me sont étroitement liées se trouvent dans des conditions susceptibles de porter atteinte à l’indépendance du réviseur d'entreprises, j'en informe le réviseur d’entreprises.

Je confirme ne pas avoir identifié l’intervention d’actionnaires du cabinet, ni de membres de l’organe de gestion du cabinet ou d’une personne liée dans l’exécution d’un contrôle légal des comptes ou d’une autre mission révisorale de nature à compromettre mon indépendance ou mon objectivité dans l’exercice de mes missions (art. 14 de la loi du 7 décembre 2016).

Je confirme ne pas être dans une situation d’incompatibilité telle que visée par l’article 29 de la loi du 7 décembre 2016.

Je m’engage à aviser immédiatement par écrit le responsable du système interne de contrôle qualité de tous les cas où mon indépendance pourrait être compromise dans le cadre de l’exercice d’une mission révisorale qui m'a été, ou me sera, confiée.

Je m’engage à aviser immédiatement par écrit le responsable du système interne de contrôle qualité de toutes les circonstances où les données relatives à la présente déclaration devraient être modifiées.

Dans le cadre de chaque rapport de commissaire, je m’engage à obtenir toutes les informations adéquates me permettant d’y faire figurer la mention relative à l’indépendance du commissaire (art. 144, §1er, 11° C. Soc./art. 3:75 §1er, 11° CSA).

Je confirme ne pas détenir un intérêt financier dans une entité pour laquelle le cabinet exerce une mission révisorale et ce dans le respect des dispositions de l’article 16 de la loi du 7 décembre 2016.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Fonction** | **Nom** | **Date** | **Signature** |
| Associé (ou autre réviseur d’entreprises) responsable de la mission |  |  |  |

*Source (à mentionner lors de toute utilisation à une autre fin que celle d’un réviseur d’entreprises dans l’exercice de sa mission) : Centre d’information du révisorat d’entreprises (ICCI).*